

Diversité urbaine



Repenser le plurilinguisme : langue, postnationalisme et la nouvelle économie mondialisée

Monica Heller

Plurilinguisme et identités au Canada
Numéro hors-série, automne 2008

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/019567ar>
DOI : <https://doi.org/10.7202/019567ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Groupe de recherche diversité urbaine
CEETUM

ISSN

1913-0694 (imprimé)
1913-0708 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Heller, M. (2008). Repenser le plurilinguisme : langue, postnationalisme et la nouvelle économie mondialisée. *Diversité urbaine*, 163–176.
<https://doi.org/10.7202/019567ar>

Résumé de l'article

Il est devenu difficile aujourd'hui de maintenir la fiction de l'homogénéité et les marchés nationaux protégés issus du nationalisme moderne. L'expansion capitaliste force à s'ajuster à de nouvelles réalités bien identifiées par nombre d'auteurs importants : l'expansion des marchés et la recherche de ressources; la saturation des marchés et la nécessité de se concentrer sur la valeur ajoutée, les produits de niche, la spécialisation, la distinction; l'augmentation et la diversification des mouvements migratoires et des réseaux de communication et de circulation des biens; et l'émergence de la nouvelle économie mondialisée basée sur les services et sur l'information, qui favorise les formes de travail basées sur la communication, avec une commodification de la langue (Heller, 2003). Ces processus nous amènent à repenser les discours reliant langue, culture, identité et citoyenneté. Les liens transnationaux rendent le plurilinguisme plus attirant. Dans la sphère politique, on travaille à développer un nationalisme inclusif et respectueux de la diversité.

REPENSER LE PLURILINGUISME : LANGUE, POSTNATIONALISME ET LA NOUVELLE ÉCONOMIE MONDIALISÉE

Monica Heller

Résumé/Abstract

Il est devenu difficile aujourd'hui de maintenir la fiction de l'homogénéité et les marchés nationaux protégés issus du nationalisme moderne. L'expansion capitaliste force à s'ajuster à de nouvelles réalités bien identifiées par nombre d'auteurs importants : l'expansion des marchés et la recherche de ressources; la saturation des marchés et la nécessité de se concentrer sur la valeur ajoutée, les produits de niche, la spécialisation, la distinction; l'augmentation et la diversification des mouvements migratoires et des réseaux de communication et de circulation des biens; et l'émergence de la nouvelle économie mondialisée basée sur les services et sur l'information, qui favorise les formes de travail basées sur la communication, avec une commodification de la langue (Heller, 2003). Ces processus nous amènent à repenser les discours reliant langue, culture, identité et citoyenneté. Les liens transnationaux rendent le plurilinguisme plus attirant. Dans la sphère politique, on travaille à développer un nationalisme inclusif et respectueux de la diversité.

Today, it has become difficult to maintain the fiction of homogeneity and the national markets that modern nationalism contributed to creating. We face new realities underscored by many important authors: the expansion of markets and the search for resources; the saturation of markets and the necessity of concentrating on added value, niche products, specialization and distinction; the increase and diversification of migration movements and of networks of communication and of circulation of goods; and the emergence of the new economy based on services and information, which favours communication-based forms of work and a commodification of language (Heller, 2003). These processes cause us to re-think the linkage of language, culture, identity and citizenship. We look more towards the economic sphere and its transnational linkages; multilingualism becomes more attracting; communicative competence becomes more important in more sectors. In the political sphere, there are attempts to develop a conception of nationalism which is meant to be inclusive and respectful of diversity.

Mots clés : Mondialisation, nouvelle économie, francité canadienne, postnationalisme, identité.

Keywords: Globalization, new economy, francophone Canada, postnationalism, identity.

La nouvelle donne

À LA FIN DES ANNÉES 70, DANS UNE GRANDE USINE DE MONTRÉAL, les francophones, tous des hommes, qui travaillent à la chaîne portent des bouchons dans leurs oreilles, tant le bruit est intense. Pour communiquer, quelques gestes codifiés suffisent. En dehors de la salle de fabrication, on ne parle que le français, avec quelques termes techniques empruntés de l'anglais. Tous espèrent que la loi 101, nouvellement entérinée, améliorera leurs chances de mobilité sociale. À la fin des années 90, à Moncton, les centres d'appel ont remplacé les ateliers du Canadien National comme une des sources d'emploi principales pour les francophones. Le bruit du travail consiste en un doux marmonnement de voix, presque uniquement féminines, parlant français et anglais, jour et nuit. Les représentantes bilingues gagnent 1 \$ de l'heure de plus que leurs collègues anglophones unilingues.

En vingt ans, les conditions sous-tendant notre compréhension du bilinguisme, voire du plurilinguisme, ont changé radicalement, au Canada comme ailleurs. L'évolution du Canada francophone fournit un cas particulièrement révélateur, puisque l'espace francophone du Canada évolue en rapport direct avec les transformations du rôle de l'État-nation dans le développement de l'économie capitaliste (Heller, 2002; Heller & Labrie, 2003). En reliant les espaces minorisés aux espaces majoritaires, on rend observable la construction des discours constitutifs du nationalisme homogénéisant ou bien des discours qui le contestent. Finalement, les diverses conditions de vie des composantes de la population franco-canadienne rendent également évident comment le contexte concret influence les possibilités d'action pour faire face aux changements en cours : différentes voies sont possibles, différentes visions émergent.

Plurilinguismes, nationalisme et postnationalisme

Le nationalisme franco-canadien prend racine dans le nationalisme romantique et traditionaliste du 19^e siècle. Il s'est relié au nationalisme étatique et modernisant au moment où la décolonisation a permis à l'élite de groupes minorisés de s'approprier le discours dominant de la légitimité de l'État-nation afin de créer des espaces structurellement similaires, mais sous leur propre contrôle (Hobsbawm, 1990) et ce, afin de créer un marché privilégié. Ce discours légitimant se base sur l'idée d'une population culturellement et linguistiquement homogène (la nation) connaissant une continuité d'existence dans le temps et sur le territoire occupé par l'État

(Hobsbawm, 1990; Gellner, 1983); par ce fait, la diversité des populations et les rapports internationaux deviennent des problèmes à gérer.

Aujourd'hui, ce nationalisme, au Canada comme ailleurs, trouve difficile le maintien de la fiction de l'homogénéité ainsi que de la rentabilité des marchés nationaux protégés qu'il a servi à créer. La logique de l'expansion capitaliste nous amène à devoir dépasser les limites de ces marchés, à intensifier leur mondialisation. Ceci représente une évolution vers ce que Giddens (1990) qualifie de *late modernity* : l'expansion des marchés et de la recherche de ressources; la saturation des marchés et donc la nécessité de se concentrer sur la valeur ajoutée (incluant les services), les produits de niche, la spécialisation, la distinction (Gee, Hull et al., 1996); l'augmentation et la diversification des mouvements migratoires et des réseaux de communication et de circulation des biens (Castells, 2000); et l'émergence de la nouvelle économie mondialisée basée sur les services et sur l'information, ce qui entraîne une augmentation des formes de travail basées sur la communication (Castells, 2000; Boutet, 2001), avec une commodification de la langue (Heller, 2003).

Ces processus nous amènent à repenser les discours légitimants et les modes de régulation dominants (Harvey, 1989), notamment ceux reliant langue, culture, nation et État. On se tourne davantage vers le monde économique et ses liens transnationaux; le plurilinguisme devient plus accessible et plus intéressant; les compétences communicatives en général deviennent plus importantes dans plus de secteurs de l'économie (Larner, 2002). Dans la sphère politique, on travaille à développer un nationalisme dit « civique », inclusif et respectueux de la diversité (Kymlicka, 1995; Georgeault & Pagé, 2006) (tout en étant préoccupé par la sécurité).

C'est pour ces raisons que nous parlons en termes d'une (de) transition vers le *postnationalisme*. Les changements en cours transforment nos façons habituelles de gérer le plurilinguisme et ses liens avec l'identité individuelle et collective, que ce soit dans les domaines de la citoyenneté et l'immigration, de l'embauche, de l'enseignement des langues et des langues d'enseignement, des langues officielles, de la revitalisation des langues en danger, de l'affichage, de la traduction, et encore. Nous explorons, nous expérimentons. Mais la direction de cette évolution n'est pas claire, comme le démontre l'exemple suivant : le Festival acadien de Caraquet (Nouveau-Brunswick) en 2005 - le 250^e anniversaire de la Déportation des Acadiens - était l'occasion d'une performance publique de l'identité nationale acadienne et un moment d'énonciation du discours de l'acadianité. Au cours du moment clé du défilé

- le Grand Tintamarre -, on a pu voir un un groupe portant deux pancartes, l'une suivie de l'autre. Sur la première : « *Après 250 ans....* ». Et sur la deuxième : « *.... On sait pas où on va, mais on y va!* ». Où allons-nous?

Nous estimons que cette question est fondamentale non seulement pour comprendre le rôle du plurilinguisme dans l'organisation de la société canadienne et ailleurs, mais aussi celui qu'il joue dans la nouvelle économie, dans les mouvements transnationaux et dans l'émergence de nouvelles formes de pouvoir langagier (Heller & Boutet, 2006). Les réponses auront des retombées pour toute politique, programme ou mesure concernant la langue et la justice sociale, la valeur économique des compétences langagières, la régulation de l'accès aux ressources langagières (notamment par le biais de la scolarisation et de la formation aux adultes) et l'évaluation des compétences linguistiques.

Le Canada français...

Au Canada français, il y a des manifestations spécifiques des changements en cours. L'identité franco-canadienne depuis les années 1940 s'est basée sur un nationalisme modernisant, un nationalisme qui a souvent valorisé la tradition rurale au fur et à mesure que l'économie et les élites se sont industrialisées et urbanisées (Williams, 1973; Heller, 2005). On valorise les communautés homogènes, géographiquement difficiles d'accès et économiquement marginalisées (donc solidaires), impliquées dans les secteurs primaires et secondaires de l'économie. Les images emblématiques (le *rigodon* et le *reel*; la ceinture fléchée et la tuque; le voyageur, le pêcheur, le bûcheron) proviennent des 18^e et 19^e siècles; elles renvoient à un romantisme pastoral (Williams, 1973) et à une méfiance de la ville (même si par exemple, Montréal est une ville majoritairement francophone depuis les années 1870) (Levine, 1990; Linteau, 2003). La position discursive dominante met l'accent sur l'importance de maintenir les régions rurales comme régions homogènes francophones. Or, les changements économiques des dernières décennies vont justement dans le sens d'un effondrement des bases économiques des bastions traditionnels, du vieillissement de leur population et de la croissance et la diversification ethnoculturelle de la population francophone urbanisée (Langlois, 2000; Beaudin, 2005; RDÉE, 2005). Ils changent aussi les rapports de classe et restructurent les rôles des hommes et des femmes.

On voit plusieurs effets de ces changements. Sur le plan politique, on essaie à la fois de développer le nationalisme dit « civique » (Québec 2001; Stefanescu & Georgeault, 2005; Georgeault & Pagé, 2006) et de réorienter

l'intervention étatique vers le développement économique. Dans le domaine économique, on constate différentes actions dans les zones rurales et urbaines, qui créent toutes de nouveaux rapports de classe et de nouveaux mouvements migratoires. Ils réorganisent les possibilités d'avenir et les besoins de formation.

Il y a bien sûr l'ouverture de nouvelles frontières en Alberta et aux Territoires du Nord-Ouest dans l'industrie pétrolière et dans les mines. Ailleurs, pour préserver l'économie rurale on tente de restructurer l'ancienne économie, ou bien d'introduire l'économie du savoir, ou des activités (comme le tourisme) qui se basent sur la commodification de l'authenticité des bastions traditionnels ruraux (voir les objectifs du Réseau de développement économique et d'employabilité, un organisme fédéral-communautaire voué à cet objectif depuis 1997). Ceci se manifeste par exemple dans l'explosion à travers le pays de festivals communautaires, de l'invention et de la fabrication de « produits du terroir », de spectacles à grand déploiement racontant l'histoire de la francophonie locale ou régionale (*La Fabuleuse histoire d'un royaume* à Saguenay, Québec; *Les Défricheurs d'eau* à Caraquet, Nouveau-Brunswick; *L'Écho d'un peuple* à Casselman, Ontario), ou des reconstructions de villages du 17^e ou du 18^e siècle, ainsi que d'autres projets de développement de l'industrie touristique (voir Pujolar, 2006). Ces produits sont destinés à des consommateurs pour la plupart (mais pas uniquement) francophones (du Canada ou d'Europe) et souvent urbains. Certains de ces produits circulent en Europe où, par exemple, l'Acadie est l'invitée d'honneur au Festival interceltique de Lorient (France) en 2005; le Canada (français) celui de la Foire internationale de Montpellier et de Lumières de Noël de Montbéliard (France) en 2005; et du Marché de Noël de Liège (Belgique) en 2006. On y vend la nordicité, l'indigénéité, la nature et ses produits (sirop d'érable, liqueur de bleuets, savons...).

Par ailleurs, on cherche en outre à préserver - ou à créer - une francité dans les villes. Ce visage prend la forme de l'affichage public en français, mais aussi d'une animation culturelle francophone, souvent sous forme de festivals (par exemple les Francofolies à Montréal, ou la Franco-Fête à Moncton). Mais ces événements et espaces sont aussi commodifiés, attirant souvent d'autres membres de la population urbaine, ou bien des touristes.

Mais trois autres tendances émergent aussi qui contribueront à la transformation des communautés francophones. D'abord, peu importe le secteur ou la région, la francophonie canadienne essaie d'attirer les immigrés francophones (CIC, 2003, 2005) et relève le défi de se repenser en fonction

de la mobilité, de la mondialisation et de la diversité qu'elle introduit (voir aussi Dagenais & Jacquet, 2000; Korazemo & Stebbins, 2001; Jedwab, 2002; Madibbo & Maury, 2002; Quell, 2002; Farmer, Chambon, & Labrie, 2003; Gallant & Belkhodja, 2005; Allen, 2006). Ensuite, on développe des ressources langagières commodifiées : nous constatons l'émergence du (ou plus souvent, de la) travailleur-se de la langue : traductrices, interprètes, pourvoyeurs de services communicationnels et informationnels, souvent multilingues (pensons aux centres d'appel). D'ailleurs, le *Plan d'action pour les langues officielles* (ledit « Plan Dion »; Canada, 2003) du gouvernement canadien vise très explicitement l'exploitation du savoir canadien en matière de gestion du bilinguisme en proposant un investissement dans l'industrie de la langue (traduction et interprétation, technologies de traduction et de reconnaissance de la voix, enseignement des langues). Finalement, les espaces de production artistique et culturelle exploitent les ressources identitaires disponibles et les transforment par le biais du transnationalisme, de la mixité (musicale, culturelle et linguistique) et de l'ironie ou de l'humour (sinon comment interpréter la chanson *Sexy séparatiste* de Damien Robitaille, qui se qualifie de *grunge crooner* – et qui est Franco-Ontarien, bilingue, demeurant à Montréal et gagnant du Festival interceltique en France? Voir www.damienrobitaille.com). En somme, le Canada français se repositionne sur le marché mondialisé, visant moins les droits politiques et davantage les possibilités économiques, des possibilités qui passent, d'une part, par la valeur de son identité authentique, mais aussi par le biais de sa maîtrise d'habiletés plurilingues, notamment dans deux des langues principales de la mondialisation, et par le recrutement de main-d'œuvre plurilingue. On valorise davantage le plurilinguisme (puisque, dit-on, le marché l'exige). À nous de découvrir l'impact sur la valeur et le sens des pratiques langagières, sur l'accès aux ressources culturelles et linguistiques et sur les critères d'inclusion et d'exclusion.

... et l'Europe

Ce repositionnement relie le Canada français au monde francophone et en particulier à l'Europe francophone, comme zone évidente pour l'expansion des marchés. La circulation des gens et des produits entre le Canada français et l'Europe francophone, ainsi que d'autres zones de la francophonie, a un impact sur la définition de qui compte comme francophone et sur ce qui compte comme le français. En même temps, plusieurs groupes linguistiquement minoritaires se trouvent à se repositionner face à des marchés en évolution, et nous aurions à gagner d'une comparaison entre les conditions changeantes et les stratégies adoptées pour y faire face.

Plurilinguisme et mondialisation : cadre conceptuel et méthodologies

Comment comprendre les enjeux du plurilinguisme pour les collectivités ethnolinguistiques sur les nouveaux marchés? Comment les États s'y repositionnent-ils? En mettant sur le marché les compétences plurilingues et les produits identitaires de leurs citoyens? Quels secteurs se trouvent les plus concernés : les États (et leurs agences de régulation linguistique), les secteurs économiques directement concernés (le tourisme, le marché des biens authentiques, l'industrie de la langue, et la production artistique et culturelle)? Pour mieux comprendre les enjeux du plurilinguisme dans le monde actuel, il faut repenser nos outils et nos cadres conceptuels.

En sociolinguistique nous avons hérité d'un cadre théorique insistant sur les communautés et les identités, un cadre de moins en moins apte à saisir les complexités et les mouvances que nous devons aujourd'hui décrire et comprendre (Heller, 2007). De plus, la sociolinguistique cherche à développer sa contribution à la compréhension des enjeux sociaux concrets et plus largement à la théorie sociale qui sert de cadre pour les décrire et les expliquer. Afin d'atteindre ces objectifs, il faut ancrer la sociolinguistique dans l'économie politique et comprendre la langue comme pratique sociale et élément clé de la structuration sociale.

Le bilinguisme peut donc se comprendre non pas comme la juxtaposition de deux systèmes linguistiques, mais bel et bien comme l'exploitation de ressources communicatives en circulation, dont la forme et le sens se construisent par le biais d'idéologies langagières en relation avec les principes clés de structuration sociale. Si le concept même de « langue » ne fait sens que dans le cadre d'idéologies de la nation, il faut le repenser au moment où ces idéologies se transforment. Je propose donc une réflexion autour d'une approche alternative, une approche qui situe les pratiques langagières dans le cadre de leurs conditions d'existence.

Cette approche est à la fois sociolinguistique et ethnographique (Heller, 2002, 2007). Elle mise sur les espaces clés identifiés et les liens entre eux (sous forme de communication ou de circulation de biens ou de personnes). Inspirée par des tentatives récentes en anthropologie visant à s'éloigner de théories et de méthodes prenant comme objet des groupes et discours fixes, afin de cerner les processus complexes et multiples qui caractérisent la nouvelle économie mondialisée (Marcus 1995; Burawoy, Blum et al., 2000; Inدا & Rosaldo, 2002; Hannerz, 2003), elle nécessite une approche multisites qui permet de cerner les processus en cours.

Nous préconisons comme outils méthodologiques de base les concepts d'*espaces discursifs*, de *trajectoires* et de *ressources* (Bourdieu, 1982; Giddens, 1984; Heller, 2002; Heller & Labrie, 2003). Nous visons les ressources reliées à la nouvelle économie mondialisée, telles qu'elles sont produites et distribuées dans des espaces qui les mettent en relation avec les pratiques et les discours langagiers et identitaires. Nous visons donc aussi directement les espaces de production de discours sur la langue et l'identité. Nous expliquons les critères de participation à ces espaces et les contributions des participantes et participants (surtout leur revendication de la valorisation de certaines formes et pratiques langagières) en fonction des intérêts d'acteurs sociaux ayant des positions précises reliées à leurs trajectoires et surtout à leur accès aux ressources linguistiques et culturelles qui sont mobilisées dans ces espaces. Nous demandons donc quels types d'acteurs s'impliquent, dans quels espaces discursifs, pourquoi et avec quelles conséquences.

En termes pratiques, au Canada français, nous estimons qu'il y a trois axes clés pour comprendre les changements en cours : 1) les luttes identitaires dans les nouvelles frontières de l'ancienne économie au Canada; 2) la commodification de l'authenticité au Canada et en Europe; et 3) le discours postnationaliste (qui est surtout urbain), au Canada et en Europe.

Les luttes identitaires dans les nouvelles frontières de l'ancienne économie

Ici nous pouvons fournir deux exemples : 1) le nouvel afflux de travailleurs dans le nord de l'Alberta et dans les Territoires du Nord-Ouest et leur impact sur la construction des identités dans ces régions, en ce qui a trait à la légitimation du contrôle des nouvelles ressources; et 2) l'industrie de la pêche restructurée dans les Maritimes, industrie fondamentale à la construction de l'identité acadienne, mais qui se trouve réorientée vers des produits de luxe (comme le crabe des neiges pour le marché japonais) ou imbriquée dans le tourisme. Comment ces changements influencent-ils la structuration de la collectivité francophone et son discours légitimant? Qui a la possibilité de définir les critères d'inclusion à la communauté francophone dans ces nouvelles conditions?

La commodification de l'authenticité

Les trois domaines clés sont le tourisme, les produits du terroir et artisanaux, et les produits artistiques. Le premier comprend souvent les deux autres, mais les produits (les *ressources*) peuvent circuler en dehors du tourisme, dans des foires, des festivals ou des marchés. Nous pouvons fournir

comme exemples des *espaces* définis par le tourisme patrimonial comme, pour le Canada, le *Circuit de Champlain* (un sentier touristique en Ontario traçant ses voyages, pour l'occasion du 400^e anniversaire de son arrivée dans la région) ou le *Pays de la Sagouine* (une reconstruction d'un village acadien basé sur le texte d'Antonine Maillet), ainsi que des régions en train de développer le tourisme francophone patrimonial, comme le Littoral acadien, la Basse-Côte-Nord du Québec, l'Alberta (avec son slogan « l'autre belle province ») ou la Huronie en Ontario, avec leurs festivals et leurs divers produits. Dans ces espaces les *trajectoires* prendraient la forme de la circulation de touristes, et des processus de production et de circulation des produits, avec une gamme de produits comestibles (agrotourisme, foires et marchés), d'artisanat et de productions artistiques (foires, festivals, comme les marchés de Noël en France, le Festival interceltique à Lorient, le Festival des grandes gueules à Trois-Pistoles au Québec, le Festival des sucres en Alberta), et une gamme de producteurs, de distributeurs et de consommateurs (comme les échanges entre les organisateurs des marchés de Noël de Québec, Strasbourg et Montreux; ou des festivals de Nice et d'Ottawa). Il existe des réseaux qui relient les régions canadiennes avec l'Europe francophone, notamment en ce qui concerne la construction du marché et de la clientèle (francophone ou autre). Il existe aussi des espaces parallèles en Wallonie, en Suisse romande, dans les pays catalans de la France et en Catalogne, par exemple, où des processus similaires sont en cours.

Le discours postnationaliste urbain

Ici, les *espaces* principaux se trouvent dans les domaines de l'industrie de la langue, celui de l'art et la culture, incluant la culture populaire et les transformations des milieux associatifs urbains. Ils comprennent les réseaux de professionnels et de travailleurs de la langue, leurs espaces de travail et de concertation; les espaces de production, de performance et de consommation de discours culturel et artistique; ainsi que les milieux associatifs et institutionnels. Des exemples pour l'industrie de la langue sont : les associations professionnelles de traducteurs et d'interprètes, des congrès et des foires misant sur les innovations techniques, technologiques et professionnelles, des milieux de travail en traduction, interprétation, communications. Pour le milieu culturel, donnons comme exemple diverses formes d'expression d'une vision contestataire en Acadie, qui revendique explicitement une acadianité urbaine, virtuelle, hybride et dispersée (voir le *chatroom* Acadiourbaine.net; le dessin animé *Acadieman* avec son héros chiacophone; les activités du *15 août des fous*, un événement oppositionnel aux traditionnelles célébrations acadiennes du 15 août) ainsi que ceux qui se

développent dans des espaces de danse à Montréal. Finalement, nous évoquons les contestations discursives des participant(e)s issu(e)s de l'immigration, des jeunes et des femmes des milieux associatif et institutionnel, que ce soit au Canada, en Catalogne, en Belgique, en Suisse, ou en France. Les *trajectoires* sont celles des acteurs sociaux, de leurs performances et de leurs produits langagiers.

Dans tous ces cas, les données doivent viser plusieurs dimensions à la fois. D'abord, il faut identifier les *espaces de production, de circulation et de consommation des ressources*, leur taille et leur importance économique et politique, ainsi que les *acteurs* impliqués de près ou de loin, afin de saisir les conditions qui permettent à certains discours d'émerger (ou non) et les positionnements sociaux qui permettent d'expliquer l'investissement des acteurs par rapport aux discours en circulation (par exemple l'impact de programmes gouvernementaux sur le secteur privé). Ensuite, il faut identifier la *nature des produits en circulation* : quelles sortes de produits ou de ressources sont reliées à la construction des frontières sociales? On peut émettre l'hypothèse qu'il s'agit surtout de produits construits comme « produits du terroir », de performances artistiques, de produits touristiques, de l'information, des services ou de produits textuels (même si livrés à l'oral), voire de ressources langagières proprement dites (comme c'est le cas dans des cours de langue ou pour ce qui est de la traduction). Pourquoi ces produits, dans ces espaces, à ce moment? Quels liens entre les ressources langagières et les autres ressources? Troisièmement, il s'agit de cerner les *processus de production, de circulation et de consommation des ressources*. Pour ce faire, il faut suivre par exemple le développement et la planification de performances, de festivals, de foires, de colloques, de forums, de consultations, ou autres événements; les processus de développement économique communautaire touchant aux secteurs qui nous concernent ; le développement et la distribution de produits touristiques, par le biais du suivi d'un voyage-forfait ou du marketing et de la réception de produits artisanaux, artistiques, touristiques et langagiers-textuels; l'organisation et les trajectoires reliées à l'immigration. Il faut également cerner les conditions qui permettent ces processus (ou qui les entravent) et le rôle des pratiques langagières là-dedans. En quatrième lieu, il faut identifier la *nature des discours* autour de ces produits et leur circulation : quelles *idéologies de la langue et de l'identité* sont présentes dans la manière dont les acteurs *représentent* leur espace, leurs ressources et les trajectoires des ressources, des espaces et des acteurs? Quels liens y a-t-il entre les idéologies et les pratiques langagières? Ici, les données peuvent comprendre des textes ou discours représentationnels comme un site web; du matériel promotionnel; un rapport annuel; un disque ou

autre produit ou performance (traduction, pièce, etc.); voire un espace comme un village reconstruit comme le *Village acadien* à Caraquet, un théâtre, ou l'espace utilisé pour un festival.

Différentes méthodes (observation ethnographique, entrevues, analyse de textes et d'enregistrements d'une séquence d'événements comme la planification d'un festival) sont utiles à différents degrés pour capter ces types de données. Surtout, il faut mettre en relation les uns avec les autres les différents types de données, les réseaux d'acteurs et la circulation de ressources à travers les espaces. Donc, certaines ethnographies de type plus traditionnel (par exemple, d'une structure d'accueil aux immigrés ou d'un site touristique) peuvent être combinées avec le suivi actif de processus et de pratiques dans le temps et à travers l'espace (comme la circulation de musiciens, de touristes ou d'immigrés dans le cadre de structures institutionnelles permettant cette circulation). Il faut finalement expliquer *pourquoi* ces ressources circulent (ou pas) dans ces espaces, impliquant ces types d'acteurs sociaux et non pas d'autres, en fonction des conditions politiques et économiques présentes.

Cette approche méthodologique permet de relever le défi des liens à faire entre le « micro » et le « macro », et celui de savoir aborder des processus dynamiques plutôt que des entités fixes. Il nécessite une refonte de notre façon de comprendre le bilinguisme, au Québec ou ailleurs, afin de saisir son fonctionnement comme terrain de construction de catégories sociales et de rapports de pouvoir entre membres de ces catégories. Mais, plus important encore, il rend nécessaire un éloignement du « pris pour acquis » de l'idée du bilinguisme comme nécessairement relié à des catégories identitaires (et encore moins à des catégories identitaires fixes), mais plutôt comme ensemble de ressources symboliques compréhensible uniquement dans le cadre des idéologies légitimantes de nos formes d'organisation sociale.

Et le Québec?

Si je ne parle du Québec qu'à la fin, c'est voulu. Justement, mon argument ici est qu'aucune entité étatique ne peut prendre pour acquis sa capacité de gérer les marchés comme c'était le cas au moment de l'émergence de l'État-nation. Or, la politique linguistique du Québec se formule exactement comme si c'était le cas. Les conditions actuelles font que les États ont de plus en plus de mal à contenir la circulation des gens, des biens et des discours, et les marchés qu'ils cherchent à influencer dépassent leur zone d'influence. La question centrale pour le bilinguisme au Québec à mon avis ne peut pas se poser sans se demander quel type de marché le Québec veut-il, peut-il,

construire? La valeur des ressources langagières est directement reliée à leur fonctionnement comme critères d'inclusion et d'exclusion aux espaces de production et de circulation des ressources, qu'elles soient symboliques ou matérielles.

Aujourd'hui, on voit bien que ces ressources ont une double valeur; le marché mondialisé de la nouvelle économie valorise autant les ressources communicatives comme habiletés techniques que comme symboles d'authenticité. Où les ressources langagières des Québécois(es) se situent-elles dans ce portrait? Qui aura le droit de définir ce qui compte comme capacité de communication ou comme symbole identitaire authentique?

Note biographique

MONICA HELLER est sociolinguiste, anthropologue et professeure à l'Université de Toronto. Parmi ses plus récentes publications : M. Heller (éd.) (2007). *Bilingualism: A Social Approach* (Londres, Palgrave); A. Duchêne et M. Heller (éd.) (2007). *Discourses of Endangerment: Ideology and Interest in the Defense of Languages* (Londres, Continuum); et M. Heller (2007). «Langue», « communauté » et « identité » : le discours expert et la question du français au Canada. Numéro spécial « Dynamiques et pratiques langagières » (M. Daveluy, éd.), *Anthropologie et sociétés* 31(1):39-54. (mheller@oise.utoronto.ca)

Bibliographie

- Allen, D. (2006). Who's in and who's out? Language and the integration of new immigrant youth in Quebec. *International Journal of Inclusive Education*, 10, 251-263.
- Beaudin, M. (2005). Les francophones des Maritimes : prospectives et perspectives. In J.-P. Wallot (Dir.), *La gouvernance linguistique : le Canada en perspective* (pp. 77-98). Ottawa : Les Presses de l'Université d'Ottawa.
- Bourdieu, P. (1982). *Ce que parler veut dire*. Paris : Fayard.
- Boutet, J. (2001). Le travail devient-il intellectuel? *Travailler, Revue internationale de psychopathologie et de psychodynamique du travail*, 6, 55-70.
- Burawoy, M., Blum, J. et al. (2000). *Global Ethnography: Forces, Connections and Imaginations in a Postmodern World*. Berkeley, LA: University of California Press.
- Canada, Gouvernement du (2003). *Le prochain acte : un nouvel élan pour la dualité linguistique canadienne. Le plan d'action pour les langues officielles*. Bureau du Conseil privé, Gouvernement du Canada.
- Castells, M. (2000). *The Information Age: Economy, Society and Culture* (3 volumes). Oxford: Blackwell.
- CIC, Citoyenneté et Immigration Canada (2003). *Cadre stratégique pour favoriser l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire*. Ottawa : Citoyenneté et immigration Canada.
-

- CIC, Citoyenneté et Immigration Canada (2005). *Vers la francophonie canadienne de demain. Sommaire des initiatives 2002-2006 pour favoriser l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire*. Ottawa : Citoyenneté et immigration Canada.
- Dagenais, D., & Jacquet, M. (2000). Valorisation du multilinguisme et de l'éducation bilingue dans des familles immigrantes. *Revue de l'intégration et de la migration internationale*, 1, 389-404.
- Farmer, D., Chambon, A., & Labrie, N. (2003). Urbanité et immigration : étude de la dynamique communautaire franco-torontoise et des rapports d'inclusion et d'exclusion. *Francophonies d'Amérique*, 1, 97-106.
- Gallant, N., & Belkhdja, C. (2005). Production d'un discours sur l'immigration et la diversité par les organismes francophones et acadiens du Canada. *Études ethniques au Canada*, 37(3).
- Gee, J., Hull, G. et al. (1996). *The New Work Order: Behind the Language of the New Capitalism*. Boulder, CO: Westview Press.
- Gellner, E. (1983). *Nations and Nationalism*. Oxford: Blackwell.
- Georgeault, P., & Pagé, M. (Dir.) (2006). *Le français, langue de la diversité québécoise. Une réflexion pluridisciplinaire*. Montréal : Québec Amérique.
- Giddens, A. (1984). *The Constitution of Society*. Los Angeles: University of California Press.
- Giddens, A. (1990). *The Consequences of Modernity*. Berkeley, Los Angeles: University of California Press.
- Hannerz, U. (2003). On being there... and there... and there! Reflections on multi-site ethnography. *Ethnography*, 4, 201-216.
- Harvey, D. (1989). *The Condition of Postmodernity*. Oxford: Blackwell.
- Heller, M. (2002). *Éléments d'une sociolinguistique critique*. Paris : Didier.
- Heller, M. (2003). Globalization, the new economy and the commodification of language and identity. *Journal of Sociolinguistics*, 7, 473-492.
- Heller, M. (2005). Une approche sociolinguistique à l'urbanité. *Revue de l'Université de Moncton*, 3, 321-346.
- Heller, M. (Ed.) (2007). *Bilingualism: A Social Approach*. London: Palgrave Macmillan.
- Heller, M., & Boutet, J. (2006). Vers de nouvelles formes de pouvoir langagier? Langue(s) et économie dans la nouvelle économie. *Langage et société*, 118, 5-16.
- Heller, M., & Labrie, N. (Dir.) (2003). *Discours et identités. La francité canadienne entre modernité et mondialisation*. Fernelmont, Belgique : Éditions modulaires européennes.
- Hobsbawm, E. (1990). *Nations and Nationalism since 1760*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Inda, J. & Rosaldo, R. (Eds.) (2002). *The Anthropology of Globalization: a Reader*. Oxford: Blackwell.
- Jedwab, J. (2002). *L'immigration et l'épanouissement des communautés de langue officielle au Canada : politiques, démographie et identité*. Ottawa, Commissariat aux langues officielles.
- Korazemo, C., & Stebbins, R. (2001). Les immigrants francophones de Calgary : leurs problèmes d'insertion dans les communautés francophones et anglophones. *Cahiers franco-canadiens de l'Ouest*, 13, 37-50.
- Kymlicka, W. (1995). *Multicultural Citizenship: a Liberal Theory of Minority Rights*. New York: Clarendon Press.
-

- Langlois, A. (2000). Analyse de l'évolution démolinguistique de la population francophone hors Québec 1971-1996. *Recherches sociographiques*, 16, 211-238.
- Larner, W. (2002). Calling capital: call centre strategies in New Brunswick and New Zealand. *Global Networks*, 2(2).
- Levine, M. (1990). *The Reconquest of Montreal: Language Policy and Social Change in a Bilingual City*. Philadelphia: Temple University Press.
- Linteau, P.-A. (2003). La nouvelle organisation économique et politique. In M. Plourde (Ed.), *Le français au Québec : 400 ans d'histoire et de vie*. Montréal : Fides.
- Madibbo, A., & Maury, (2002). L'immigration et la communauté franco-torontoise : le cas des jeunes. *Francophonies d'Amérique*, 12, 113-122.
- Marcus, G. (1995). Ethnography in/of the world system: the emergence of multi-sited ethnography. *Annual Review of Anthropology*, 24, 95-117.
- Pujolar, J. (2006). *Language, culture and tourism: perspectives in Barcelona and Catalonia*. Barcelona: Turisme de Barcelona.
- Québec, Gouvernement du (2001). *Le français, une langue pour tout le monde. Une nouvelle approche stratégique et citoyenne*. Rapport final de la Commission des états généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec.
- Quell, C. (2002). *L'immigration et les langues officielles : obstacles et possibilités qui se présentent aux immigrants et aux communautés*. Ottawa : Commissariat aux langues officielles.
- RDÉE (2005). Profils socioéconomiques. Le Réseau de développement économique et d'employabilité.
- Stefanescu, A., & Georgeault, P. (Dir.) (2005). *Le français au Québec. Les nouveaux défis*. Montréal : Conseil supérieur de la langue française/Fides.
- Williams, R. (1973). *The Country and the City*. London: Chatto and Windus.
-